

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique, États-Unis

■ FRANÇOIS BUJON DE L'ESTANG ■

Le Golfe – persique pour les Iraniens, arabe pour les Arabes – constitue l'une des grandes frontières naturelles du monde. Sur le plan géographique, il sépare le monde arabe du monde persan, la péninsule Arabique de l'Asie mineure. En ce sens il prolonge la frontière, d'ailleurs contestée, que trace le Chatt el-Arab, c'est-à-dire l'estuaire commun du Tigre et de l'Euphrate, dont il reçoit les eaux. Il sépare donc non seulement deux zones géographiques, mais deux groupes ethniques profondément différents, Arabes et Persans, qui se sont fréquemment combattus au cours des siècles. Mais il trace aussi une démarcation au sein du monde musulman entre chiites, qui constituent la majorité écrasante en Iran, et sunnites, très majoritaires dans le monde arabe en dépit de la présence d'importantes communautés chiites, notamment en Irak et, de façon plus dispersée, dans le reste du monde arabe.

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE
Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

Frontière naturelle, cette voie d'eau qui atteint une largeur moyenne de 250 à 300 km avant de se rétrécir au détroit d'Ormuz est aussi une des voies les plus stratégiques de la planète. Elle voit passer un trafic maritime important et dessert de nombreux ports très actifs, mais constitue surtout la voie d'écoulement de la quasi-totalité du pétrole brut en provenance des grands producteurs que sont l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak et les Émirats arabes unis. Il s'agit donc d'un centre vital pour l'approvisionnement du monde en énergie, puisque les pays du Moyen-Orient sont appelés à demeurer pour longtemps le principal centre de production des hydrocarbures nécessaires à l'équilibre énergétique du monde, et que les principales réserves y sont concentrées : l'Arabie saoudite à elle seule détient à peu près 25 % des réserves mondiales de pétrole, l'Iran 13 % et l'Irak 12 %, et l'Iran et le Qatar concentrent à eux deux 30 % des réserves mondiales de gaz naturel.

C'est assez dire l'intérêt stratégique fondamental d'une région qui a de tout temps été au centre des rivalités et des calculs des grandes puissances, mais qui détient aujourd'hui plus que jamais l'une des clés de l'équilibre de l'économie mondialisée.

L'équilibre dans le Golfe jusqu'à l'invasion de l'Irak en 2003

Jusqu'à ce que l'Administration Bush décide, en mars 2003, d'envahir l'Irak et de provoquer la chute du régime de Saddam Hussein, la région, bien que secouée de fréquents soubresauts, avait atteint un équilibre relativement stable entre les trois puissances qui y dominaient : l'Iran, fort de ses 70 millions d'habitants, l'Irak, ancienne Mésopotamie érigée en État par le colonisateur britannique au lendemain du traité de Sèvres, et la péninsule Arabique placée sous la protection militaire des États-Unis.

Depuis l'établissement en 1979 de la République islamique, l'Iran projette une ombre grandissante sur la région. Il brandit simultanément le drapeau du nationalisme iranien, celui du chiïsme et celui de l'intégrisme islamique. Son poids démographique, économique et politique pèse sur le monde arabe. Son prosélytisme,

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

son rigorisme et son fanatisme inquiètent. L'Iran défie d'autant l'analyse que les mécanismes du pouvoir y sont obscurs et changeants : le pouvoir politique est dans la main de la hiérarchie religieuse, l'unité du pouvoir n'y est qu'apparente et les luttes de factions y sont constantes. Le pouvoir ne réside pas dans un centre bien déterminé à Téhéran ou à Qom, mais est en fait morcelé entre plusieurs pôles en constante rivalité. Doté d'une histoire millénaire, héritier de la civilisation raffinée de l'ancien Empire perse, l'Iran moderne aspire tout naturellement à être une puissance régionale, et se montre d'autant plus soucieux de sa sécurité qu'il se voit entouré de menaces : celle, au nord, de la Russie qui a constitué au fil des siècles un ennemi traditionnel, celle, au sud, de l'Irak de Saddam avec qui une guerre féroce de huit années (1982-1990) a fait plus d'un million de morts, celle bien sûr des États-Unis, alliés tutélaires d'un Israël doté de l'arme nucléaire et d'une Arabie saoudite qui revendique, grâce à la présence sur son sol des Lieux saints, la primauté dans le monde musulman.

La puissance iranienne se trouvait en fait contrôlée par une politique de *containment* efficace menée de concert par deux pays pourtant rivaux : les États-Unis et l'Irak. Par la présence de la V^e flotte dans le Golfe, les États-Unis se chargeaient d'assurer la surveillance permanente d'un pays avec lequel ils n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis la prise en otage des membres de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979, et se trouvent en fait en situation de guerre froide. Mais l'Irak de Saddam, puissamment armé et tenu d'une main de fer par un régime dictatorial, assurait l'autre moitié de la tenaille. Il n'est nullement étonnant que les États-Unis aient contribué à soutenir discrètement mais efficacement l'Irak de Saddam durant sa guerre avec l'Iran. Mais le premier président Bush était suffisamment conscient de l'importance du rôle que devait jouer l'Irak face à l'Iran pour avoir arrêté abruptement l'avance des armées alliées pendant la première guerre du Golfe afin de préserver les chances de survie du gouvernement de Saddam Hussein, qui pouvait encore servir. Il semble aujourd'hui établi qu'il ait, ce faisant, cédé aux objurgations de l'Arabie saoudite, soucieuse de ne pas se retrouver en tête-à-tête avec l'Iran et de conserver dans le jeu un Irak-tampon certes affaibli, mais allié objectif pour équilibrer la puissance iranienne.

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

L'Irak en effet jouait bel et bien ce rôle. Il avait bien entendu, sous Saddam Hussein et sous le carcan du parti Baas, le visage odieux d'une dictature implacable et sanguinaire, impérialiste et agressive à ses heures (c'est Saddam qui revêt l'entière responsabilité du déclenchement des hostilités contre l'Iran en 1982, puis du brutal *Anschluss* du Koweït en 1990). Mais l'Irak présentait aussi un tout autre caractère qui faisait de lui l'antithèse presque parfaite du régime révolutionnaire, religieux et extrémiste de l'ayatollah Khomeïni et de ses successeurs. L'Irak de Saddam était en effet un état très centralisé, laïque et progressiste (son succès économique et les progrès de son infrastructure, jusqu'au déclenchement en 1982 de la funeste guerre contre l'Iran, étaient un succès unique au sein du monde arabe) ; le pouvoir y était concentré dans la main des sunnites, qui en contrôlaient tous les leviers, bien que la majorité de la population y fut chiite, notamment dans le sud du pays et aux abords du golfe.

On voit bien pourquoi son concours paraissait précieux aux Saoudiens pour contenir la pression de l'Iran. L'Arabie saoudite en effet, monarchie absolue, aux mains depuis 1932 de la famille Saoud, aspire à constituer le pôle religieux du monde musulman. Elle fonde la légitimité de cette aspiration sur la présence en son territoire des deux premiers Lieux saints de l'histoire de l'islam, La Mecque et Médine. Bien que champion lui-même d'un courant religieux très rigoriste, le wahabbisme, le royaume se méfie profondément du chiisme, qu'il considère comme un courant hérétique et dont il se défie tout autant que des aspirations nationales de l'Iran.

Mais malgré sa richesse pétrolière, l'Arabie, qui ne dispose que d'une faible population et doit recourir à une abondante main-d'œuvre immigrée, se soucie très vivement de sa sécurité. Elle s'est placée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sous la protection des États-Unis. C'est en effet en 1945 que le roi Saoud a conclu avec le président Roosevelt l'accord connu sous le nom de pacte du Quincy. Les termes en sont simples et demeurent aujourd'hui aussi valides qu'ils l'étaient en 1945 : l'Arabie saoudite s'engageait à assurer l'approvisionnement des États-Unis en pétrole ; en retour, Washington s'engageait à assurer la sécurité du royaume. Depuis lors, les deux parties sont restées fidèles à cet

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

engagement. L'Arabie saoudite, qui produit à peu près 9 millions de barils par jour, exerce au sein de l'Opep un rôle moteur et constitue grâce à la relative souplesse de ses capacités de production le point d'équilibre au sein du cartel. Les États-Unis de leur côté assurent l'armement du royaume, et l'entraînement de ses forces. Le basculement de l'Iran au lendemain de la révolution islamique a rendu aux yeux de Washington l'alliance saoudienne encore plus vitale, comme il rendait aux yeux de Riyad la protection américaine d'autant plus nécessaire.

C'est pour des raisons similaires que les petites monarchies du Golfe, devenues indépendantes dans la seconde moitié du XX^e siècle après s'être affranchies de la tutelle de l'empire britannique (en 1961 pour le Koweït, 1971 pour le Qatar, Bahreïn et les Émirats arabes unis), se sont également placés sous la protection américaine dans laquelle ils ont vu la garante de leur prospérité et de leur stabilité. Libéré de l'envahisseur irakien par l'intervention américaine dans la première guerre du Golfe, le Koweït a conclu avec les États-Unis un accord de coopération militaire en 1991. Bahreïn l'avait précédé en concluant dès 1977 un accord de coopération en matière de défense qui faisait de l'émirat le port d'attache de la force navale des États-Unis pour le Moyen-Orient et l'a amené à héberger le quartier général de la V^e flotte. Oman, de son côté, (qui partage avec l'Iran le contrôle du détroit d'Ormuz) a renouvelé en novembre 2000 un accord de sécurité vieux de vingt ans qui octroie des facilités navales et aériennes aux forces américaines. Seuls les Émirats arabes unis avaient montré le souci de garder certaines distances avec Washington. La première guerre du Golfe a eu raison de cette réserve : les Émirats ont conclu en 1994 un accord de défense qui garantit aux États-Unis l'accès aux ports de Jebel Ali et Foujeira ainsi que les infrastructures d'une base aérienne. Abu Dhabi a conclu depuis lors des contrats d'équipement massifs avec les États-Unis.

C'est sous ce parapluie sécuritaire américain que les États du Golfe ont pu développer, souvent avec discernement, des économies très prospères, fondées bien entendu sur l'exploitation de leurs ressources en hydrocarbures, mais aussi sur des efforts d'éducation et de diversification de leurs économies qui font d'eux aujourd'hui des acteurs importants dans l'économie globale.

La nouvelle donne

Les attentats du 11 septembre 2001 ont eu raison de cet équilibre. L'onde de choc qu'ils ont déclenchée a entraîné des répercussions profondes aussi bien aux États-Unis que dans le monde musulman. L'équilibre qui avait fini par s'établir au cours des décennies précédentes dans la région du Golfe ne lui a pas survécu. La guerre d'Afghanistan, puis l'invasion de l'Irak par les forces américaines en mars 2003 ont profondément rebattu les cartes dans la région.

En premier lieu l'Irak a disparu comme puissance. L'attaque des forces américaines en mars 2003 a non seulement balayé l'armée irakienne, qui n'a pratiquement pas offert de résistance, mais abattu le régime de Saddam Hussein, qui depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, placé sous sanctions des Nations unies, tenait tête avec obstination et mauvaise foi aux États-Unis comme au Conseil de sécurité. Avec Saddam disparaissait le parti Baas, mis hors la loi et démantelé par l'occupant américain sur le modèle de la dénazification de l'Allemagne et de l'éradication du militarisme japonais après la victoire de 1945, et avec eux disparaissait le « modèle irakien » : unité, laïcité, totalitarisme et domination sunnite. Le Baas dissout, l'armée renvoyée inconsidérément dans ses foyers, le chaos s'installait, favorisé par la totale et stupéfiante impréparation des forces américaines aux tâches d'occupation, de maintien de l'ordre et de reconstruction. Malgré les efforts de l'occupant américain pour promouvoir dans l'Irak post-Saddam institutions démocratiques et élections libres, l'Irak a basculé dans le communautarisme, la violence, le terrorisme et la guerre civile. Les Kurdes ont rapidement édifié dans leur partie de l'Irak une véritable indépendance de fait. Les sunnites, orphelins de Saddam et rebelles à la prise du pouvoir par les chiites, sont entrés en dissidence, conduits par d'anciens baassistes et cadres de l'armée en rupture de ban. Chassés d'Afghanistan par l'intervention américaine, des djihadistes de tout bord sont venus de l'extérieur pour y fomenter attentats et embuscades contre les troupes américaines et gouvernementales. Les élites irakiennes fuient le pays. Deux millions de réfugiés ont franchi les frontières pour s'installer, dans des

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE
Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

conditions précaires, en Syrie et en Jordanie. Le gouvernement de Bagdad, dirigé par le Premier ministre Nouri al-Maliki et dominé par les chiïtes, se montre divisé, hésitant, attentiste et incapable de rétablir l'unité du pays.

Les États-Unis ont considérablement renforcé leur présence militaire dans la région : d'abord en l'utilisant comme tremplin pour leurs opérations militaires en Afghanistan à partir d'octobre 2001, puis bien entendu pour la préparation et la conduite de la guerre d'Irak. La V^e flotte entretient, selon les moments, entre deux et quatre groupes de porte-avions dans le Golfe. Les forces américaines ont utilisé pour les opérations en Irak le territoire et les bases que l'Arabie saoudite a mis à leur disposition. Présentes au Koweït depuis 1991, elles ont également installé des éléments à Bahreïn, au Qatar et dans le sultanat d'Oman. Cette présence massive s'est révélée, notamment en Arabie saoudite, un sérieux élément de déstabilisation de la société, au point d'amener le gouvernement de Riyad à souhaiter et à demander leur départ.

D'autres éléments ont joué dans le même sens et concouru à un rejet grandissant des États-Unis et de l'Administration Bush. Relayées à profusion par les médias arabes et les télévisions locales, notamment Al-Jazirah établie au Qatar, les images des sévices perpétrés à la prison d'Abu Ghraïb à Bagdad, comme le régime d'exception imposé aux détenus de Guantanamo ont eu un retentissement immense dans le monde arabe. L'offensive menée par l'Administration Bush, au nom du projet de Greater Middle East, pour promouvoir institutions et valeurs démocratiques dans un monde qui leur est largement étranger, ont encore contribué à dresser contre l'Amérique la « rue arabe » et à inquiéter les gouvernements en place. La tutelle américaine, jugée nécessaire pour des raisons de sécurité, est devenue encombrante et même dans une certaine mesure menaçante par l'agitation qu'elle a suscitée dans les milieux populaires.

L'Iran semble avoir à lui seul retiré tout le bénéfice des événements. Ses dirigeants se sont réjouis sans vergogne des attentats du 11 Septembre et du désarroi dans lequel ils ont plongé l'Amérique. Ils ont enregistré avec la plus grande satisfaction l'élimination en Afghanistan du régime des talibans à laquelle ils ont d'ailleurs prêté un concours discret dans les régions du pays conti-

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

guës de la frontière iranienne : les excès des « étudiants en religion » du mollah Omar indisposaient et inquiétaient les autorités religieuses de Qom, qui étaient impuissantes à faire sentir sur eux leur influence, et s'inquiétaient de voir les terroristes d'Al-Qaïda disposer d'un sanctuaire dans un territoire voisin. Mais surtout l'Iran s'est vu débarrassé dès le printemps 2003 du régime de Saddam Hussein, depuis deux décennies son archi-ennemi. Avec lui disparaissait la menace du militarisme irakien, et la seule puissance limitrophe redoutée par Téhéran. Paradoxalement, cette double victoire se trouvait offerte à la République islamique par son plus grand adversaire stratégique, les États-Unis, régulièrement voués aux gémonies à Téhéran comme le « Grand Satan ».

Cette victoire stratégique providentielle a donné des ailes à la diplomatie et aux services iraniens. Téhéran, à partir de 2003, a en effet capitalisé avec habileté sur les remous provoqués dans le monde arabe par l'écroulement du régime de Bagdad, les agissements de la Syrie et le rejet de la politique américaine. La diplomatie iranienne a su trouver des relais d'influence nombreux. Elle s'est employée à armer et à renforcer les milices du Hezbollah, le parti des chiïtes libanais, en acheminant ses approvisionnements à travers la Syrie, devenue avec opportunisme une alliée tactique dans la poursuite de ses intérêts propres au Liban, et en tissant des liens étroits avec le sheikh Hassan Nasrallah, chef charismatique du Hezbollah. En parallèle, les autorités de Téhéran ont tissé de nombreux contacts avec les factions chiïtes irakiennes, et probablement concouru (c'est du moins ce qu'affirment vigoureusement les Américains) à de nombreux attentats et entreprises subversives en Irak. Elles ont aussi entretenu une certaine agitation parmi les communautés chiïtes réparties dans la péninsule arabique, au point de susciter l'inquiétude du gouvernement de Riyad (les communautés chiïtes saoudiennes sont concentrées dans les régions de production pétrolière de l'est du pays) comme de celui de Bahreïn, où près de 60 % de la population est d'obédience chiïte.

C'est avec la plus vive inquiétude que Washington et les pays arabes modérés ont ainsi vu se profiler la menace d'un « arc chiïte » dominé par Téhéran, et s'étendant du Liban au Golfe à travers l'Irak. Cette inquiétude n'a cessé de se renforcer au cours de ces dernières années, et de trouver de nouveaux aliments avec l'émergence en

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

Irak du chef chiite Moktada al-Sadr et de son « armée du Mahdi », qui a entretenu une guerre privée sporadique contre les forces américaines et britanniques avant d'être mis en échec ces derniers mois par l'armée gouvernementale, et surtout par l'impuissance de l'armée israélienne à infliger une défaite significative au Hezbollah au cours de la brève guerre du Liban d'août 2006. Téhéran semble jouer d'un clavier très diversifié, qui inclut divers alliés au sein des factions chiites irakiennes, le gouvernement du président Bachar al-Assad à Damas, un Hezbollah plus fort que jamais au Liban, et jusqu'au Hamas, sorti à la consternation générale victorieux des élections dans les territoires palestiniens, et que Téhéran entretient dans son intransigence et son rejet d'Israël.

Au regard des points marqués par l'Iran, l'Arabie saoudite s'est trouvée au lendemain de la guerre d'Irak dans une situation des plus délicate. La monarchie saoudienne, on l'a dit, trouvait profit à voir le régime pourtant méprisé de Saddam Hussein contrebalancer l'influence de Téhéran. Au printemps 2003, elle s'est retrouvée du jour au lendemain dans une situation stratégique entièrement nouvelle qui la plaçait face à face avec un Iran renforcé, et en délicatesse avec des États-Unis traumatisés par les attentats terroristes du 11 Septembre. Ceux-ci ont en effet brutalement assombri la relation américano-saoudienne, qui a alors traversé une crise grave. Les origines saoudiennes d'Oussama Ben Laden comme la nationalité, également saoudienne, d'une majorité des auteurs des attentats du World Trade Center ont suscité aux États-Unis une profonde suspicion à l'égard du royaume. Celle-ci s'est alimentée de nombreuses révélations sur l'origine saoudienne des fonds qui irriguent les divers mouvements djihadistes, comme les écoles coraniques pakistanaises d'où sont sortis les talibans. Relayée par les médias américains, cette vague anti-saoudienne a trouvé son origine dans les milieux néoconservateurs et a contribué, au cours des deux années suivantes, à inspirer l'activisme des autorités américaines en faveur de la démocratisation du monde arabe. De nombreux ressortissants américains ont quitté l'Arabie saoudite. Symétriquement, les ressortissants saoudiens se sont heurtés aux nouvelles mesures de protection du territoire américain et ont trouvé de plus en plus difficile d'y accéder et de s'y établir. Les relations se sont tendues entre les deux pays. La présence des forces américaines dans le royaume a été

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE
Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

jugée importune au lendemain des opérations militaires en Irak, ce dont Washington a pris acte en les transférant dans les pays voisins, notamment au Qatar.

Ce malaise nouveau mais profond a persisté jusqu'à la visite à Crawford en avril 2005 du prince héritier Abdallah, devenu depuis lors roi d'Arabie. Une nouvelle relation moins confiante et plus calculée s'est établie depuis lors entre les deux pays. Soucieux de continuer à bénéficier de la protection américaine dans une situation plus troublée que jamais, le gouvernement saoudien s'est attaché à maintenir son concours dans la lutte contre le terrorisme tout en marquant sa différence et en poursuivant une politique étrangère de plus en plus autonome par rapport à Washington. Les autorités saoudiennes se refusent ainsi à ostraciser l'Iran, et entretiennent au contraire les canaux de communication avec Téhéran. À l'inverse, elles se méfient du gouvernement de Bagdad, considéré à Riyad comme faible et inepte, et s'inquiètent du chaos irakien qui leur paraît susceptible de favoriser en Arabie saoudite même des activités terroristes et une agitation intérieure qu'elles s'efforcent de contrôler étroitement. L'alliance américano-saoudienne subsiste, et le pacte du Quincy reste la base de ce partenariat malaisé. Mais la méfiance s'est installée, et ne se dissipe pas.

Une équation lourde de dangers

Le Moyen-Orient a en réalité profondément changé depuis les attentats du 11 Septembre, le déclenchement par l'Administration Bush d'une « guerre contre le terrorisme » aux contours conceptuels bien vagues, et la plongée de l'Irak dans le chaos. Aux frontières traditionnelles du Moyen-Orient s'est ajouté un clivage nouveau entre chiïtes et sunnites, accompagné d'une poussée chiïte vers le sud. L'espace sunnite arabe s'en trouve rétréci : les chiïtes prennent le contrôle de l'Irak, le Hezbollah domine l'équation intérieure au Liban, la Syrie, où le pouvoir est confisqué depuis quarante ans par la minorité alaouite, prête la main aux agissements de l'Iran. Les régimes arabes dits modérés sont en recul : l'Égypte, très affaiblie, a du mal à contrôler ses islamistes, et

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

a perdu son autorité sur le monde arabe ; la Jordanie se débat entre les retombées du conflit israélo-palestinien et celles de la guerre civile irakienne. Enfin les États-Unis, avec leur présence militaire omniprésente et prolongée, mais aussi leurs maladroitesses velléités de promouvoir la démocratie dans le « grand Moyen-Orient », ont provoqué dans toute la région une profonde exaspération à leur endroit et font l'objet d'un rejet général de l'opinion et des milieux populaires. Les tensions internes du monde arabe s'exacerbent : le conflit israélo-palestinien est plus que jamais dans l'impasse, les Palestiniens sont désormais déchirés entre l'Autorité palestinienne et le Hamas, et la Syrie ne renonce pas à exercer une mainmise sur le Liban, de nouveau plongé dans une guerre civile larvée.

L'émergence de la puissance iranienne constitue aujourd'hui un trait dominant de cette situation nouvelle. L'arrivée au pouvoir lors de la dernière élection présidentielle de Mahmoud Ahmadinejad, ancien maire populiste de Téhéran issu du corps des Gardiens de la révolution, a grandement contribué à la radicalisation du régime et de son discours. Certes, M. Ahmadinejad est loin de contrôler tous les pouvoirs, qui demeurent largement dans la main des religieux et du « Guide », l'ayatollah Khamenei. Mais c'est lui qui incarne l'Iran sur la scène internationale et c'est sa rhétorique, enflammée, radicale et violente à l'encontre des États-Unis et d'Israël (« Israël doit être rayé de la surface de la terre ») qui résonne aux quatre coins de la planète. L'Iran a pris la tête d'un « front du refus » néorévolutionnaire et anti-occidental qui va du Hamas à La Havane en passant par le Venezuela d'Hugo Chavez. Il s'en est fait le porte-parole à la tribune des Nations unies. Il avance ses pions avec impudence et parfois même imprudence, comme lorsque les pasdarans prennent en otage des marins britanniques dans le Golfe, ou comme le montrent les agissements obscurs des agents iraniens en Irak.

Mais ce sont surtout les ambitions nucléaires de l'Iran qui inquiètent. L'Iran développe certes un programme électronucléaire civil avec le concours de la Russie, mais celui-ci reste de dimension modeste. Il ne saurait en aucun cas justifier l'obstination avec laquelle le gouvernement de Téhéran poursuit un programme d'enrichissement de l'uranium d'une ampleur démesurée, qui est appelé à lui donner assez vite le contrôle de technologies suscep-

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

tibles d'applications militaires. Signataire jadis du traité de non-prolifération nucléaire, l'Iran, de l'avis de l'AIEA, a violé l'accord de garanties signé avec cet organisme, et sciemment dissimulé des éléments clandestins d'un programme destiné à des fins manifestement militaires. Israël a déclaré à de multiples reprises qu'il ne pouvait accepter la perspective d'un Iran doté d'armes nucléaires. Le président Bush et de nombreux membres de son administration ont multiplié des déclarations semblables. Les efforts diplomatiques destinés à persuader l'Iran de suspendre son programme d'enrichissement ayant échoué, le Conseil de sécurité des Nations unies a édicté à trois reprises des sanctions qui concourent à isoler diplomatiquement l'Iran, lequel tire cependant bénéfice des ambiguïtés de la Russie et de la complicité tacite de la Chine.

Cet isolement n'empêche toutefois nullement Téhéran de confisquer à son profit les grandes causes du nationalisme arabe, et d'avoir pris aujourd'hui le relais de ce que fut jadis le panarabisme, dirigé contre l'Occident. C'est l'Iran, pays non-arabe, qui se fait aujourd'hui le porte-étendard de la lutte contre Israël. C'est lui qui encourage le Hamas dans son intransigeance, lui qui arme le Hezbollah à travers la Syrie, lui qui soutient Damas dans ses entreprises. Il récupère à son profit la haine suscitée par l'Amérique de George W. Bush dans le monde musulman. Il est incontestablement devenu l'acteur majeur du Moyen-Orient au cours de ces dernières années.

Il est clair que l'Arabie saoudite ne peut que s'en émouvoir. Elle perçoit très directement la menace, et ne peut évidemment que prendre ombrage de voir l'Iran prétendre à l'hégémonie dans le monde musulman. Jusqu'à présent le royaume wahabbite, tirant profit de la légitimité que lui donne la présence des Lieux saints sur son sol, a toujours pris soin de se poser en protecteur de la communauté musulmane (*l'oumma*) dans le monde. Il voit aujourd'hui apparaître un rival qui poursuit de surcroît une politique de puissance. Il ne peut s'en accommoder aisément, et entend tenir la dragée haute à l'Iran. Mais celui-ci est incontournable : il lui faut donc le ménager.

Aussi Riyad entretient-il un dialogue discret mais constant avec Téhéran. Celui-ci est mené, pour l'Arabie saoudite, par le prince Bandar Ben Sultan, ancien ambassadeur à Washington pendant plus de vingt ans et conseiller national de sécurité du royaume,

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

et pour l'Iran par son homologue, M. Ali Larijani, qui fut pendant longtemps le principal négociateur sur le programme nucléaire et est proche du Guide. L'Arabie saoudite se résigne en fait à ce que l'Iran, si menaçant et peu fiable qu'il apparaisse, soit un partenaire et un interlocuteur privilégié dans le Golfe. Elle s'inquiète du programme nucléaire de l'Iran et laisse entendre (comme, plus loin, l'Égypte) que celui-ci pourrait l'amener à se lancer son tour dans la voie nucléaire. En même temps elle prêche la modération à Washington, mais se félicite des pressions de la communauté internationale sur Téhéran. En un mot, la diplomatie saoudienne s'efforce de conjuguer dialogue et *containment*.

Pour contrer les entreprises iraniennes, le roi Abdallah, secondé avec brio par son ministre des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Fayçal, a surtout entrepris de mener une diplomatie très active dans le monde arabe et a su profiter avec habileté de l'affaiblissement de l'Égypte pour prendre clairement le *leadership* de celui-ci. Le roi Abdallah semble persuadé de la nécessité de renouer les fils du processus de paix israélo-palestinien pour affaiblir l'audience que son rôle de porte-parole de la cause palestinienne donne à l'Iran au sein des masses arabes. Il a relancé lors du sommet d'Alger, en mars 2005, puis au sommet de Riyad en mars 2007, le plan arabe de paix dont il avait pris l'initiative dès le sommet de Beyrouth en mars 2002, appelant à la normalisation avec Israël en échange de la libération des territoires occupés depuis la guerre de 1967. Il s'est efforcé, avec un succès limité, de réconcilier l'Autorité palestinienne et le Hamas. Il s'attache à éviter l'isolement de Damas, bien que l'Arabie saoudite ait été ulcérée de l'assassinat en février 2005 du premier ministre libanais Rafic Hariri, qui était aussi citoyen saoudien. Promoteur jadis des accords de Taëf, qui avaient mis fin en 1989 à la guerre civile libanaise, le gouvernement saoudien se trouve tout naturellement investi d'une mission de paix et de conciliation au Liban, qu'il poursuit avec discrétion et doigté. Il soutient, comme d'ailleurs les autres pays du Golfe, le gouvernement Siniora, et a été, lors de la Conférence de Paris de soutien au Liban (janvier 2007), le plus gros contributeur.

Tout en faisant preuve d'initiative et de mobilité sur le plan diplomatique, le gouvernement saoudien s'est attaché à rétablir les

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

ponts avec Washington et à maintenir un dialogue étroit, bien que malaisé, avec les États-Unis. Le royaume a plus que jamais besoin de la protection militaire américaine, tout en ne voulant plus héberger de troupes sur son sol. Il espère vivement voir s'établir une certaine stabilisation en Irak, même s'il ne fait aucune confiance au gouvernement Maliki, et ne souhaite pas un retrait trop rapide des troupes américaines. Il continue de conjuguer ses efforts avec ceux des services américains pour lutter contre le terrorisme et notamment contre les entreprises d'Al-Qaïda.

Dans l'ombre de l'Arabie saoudite, les monarchies du Golfe, chacune avec sa personnalité, s'efforcent d'apporter leur concours à la stabilité régionale, dont le maintien est évidemment nécessaire à l'épanouissement de leur prospérité. Le Koweït, qui héberge sur son sol environ 25 000 soldats américains, n'en entretient pas moins de longue date de bonnes relations avec Téhéran et plaide pour une politique d'ouverture envers l'Iran. L'Irak constitue bien évidemment sa préoccupation dominante. À l'inverse, les Émirats arabes unis, qui accueillent une importante communauté iranienne expatriée (environ 600 000 personnes), présente pour les deux tiers à Dubaï, s'inquiètent vivement des agissements de Téhéran et craignent surtout de se trouver exposés aux représailles iraniennes si d'aventure les États-Unis entreprenaient de bombarder les installations nucléaires de l'Iran. Le Qatar, lui, joue un rôle très original. D'une part, il s'exerce au funambulisme en développant le rayonnement de la chaîne de télévision Al-Jazirah, qui concourt beaucoup à la fermentation des esprits dans tout le monde arabe, tout en accueillant sur son sol 8 000 soldats américains et le centre avancé du commandement militaire de Tampa, qui font de lui désormais le pivot de la présence américaine dans le Golfe. Il poursuit en outre une diplomatie très active qui le conduit à ménager l'Iran, avec qui il partage les énormes réserves gazières du North Dome, tout en cultivant une relation unique avec Israël. Il accueille en effet une représentation commerciale israélienne à Doha, et a reçu en 2007 et 2008 les visites de M. Shimon Pérès et de Mme Tzipi Livni, ministre des Affaires étrangères d'Israël. Il s'est par ailleurs évertué à réconcilier le Fatah et le Hamas, et a enregistré un succès remarquable en rapprochant les différentes parties libanaises par l'accord de Doha signé le 21 mai 2008, qui a

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

permis de dénouer une situation bloquée et de désigner enfin un nouveau président de la République libanaise.

Pris au piège du guêpier irakien, empêtrés depuis sept ans en Afghanistan et confrontés à l'activisme nucléaire de l'Iran, les États-Unis se trouvent aujourd'hui dans la région du Golfe dans la situation de Gulliver enchaîné. Jamais sans doute les États-Unis ne se sont trouvés au Moyen-Orient dans une position aussi défavorable. L'Administration Bush laissera derrière elle un très lourd passif. Non contente d'avoir, en envahissant l'Irak en 2003, suscité dans ce pays un désordre durable qui déstabilise la région entière, elle s'est ouvertement désintéressée depuis 2001 du conflit israélo-palestinien et n'a cessé de signer des chèques en blanc à Israël, entretenant ainsi une frustration et un sentiment de rejet croissants dans la totalité du monde arabe. Son prosélytisme en faveur des valeurs et des institutions démocratiques lui ont par surcroît aliéné de nombreuses sympathies parmi les gouvernements de la région. La pente sera difficile à remonter. Le président Bush s'apprête à léguer à son successeur, à la fin de l'année, une série de dilemmes particulièrement difficiles.

Le premier concerne l'Irak. Il peut se résumer par la formule : partir ou ne pas partir ? Et si oui, comment, et à quel rythme ? Ces questions ont déjà hanté la campagne pour les élections primaires. Une majorité des électeurs du camp démocrate souhaite un retrait rapide, ou du moins que soit fixé aussitôt que possible un calendrier de retrait. M. Barack Obama s'est engagé, s'il était élu, à retirer les troupes américaines dans les seize mois qui suivraient son installation à la Maison-Blanche. Partisan depuis le début de l'intervention en Irak, et pratiquement seul ténor républicain à avoir bruyamment applaudi la décision du président Bush d'augmenter les effectifs américains en février dernier, le sénateur McCain, après avoir pendant longtemps proclamé que les troupes américaines devaient rester « jusqu'à la victoire », a dû lui aussi céder à l'impatience de l'opinion en se résolvant finalement à déclarer que, s'il était élu, le contingent américain aurait évacué l'Irak en 2012, soit à la fin de son mandat de quatre ans. Comme le président Nixon avait hérité en janvier 1969 d'une guerre du Vietnam qu'il n'avait guère d'autre choix que de chercher à liquider au mieux et au plus vite, le nouveau président qui accédera à la Maison-Blanche en janvier 2009 devra définir une « stratégie de sortie » en Irak. Mais comme aucun

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

des scénarios envisageables n'est satisfaisant, sans doute faudra-t-il maintenir dans ce pays désormais déchiré une présence militaire américaine résiduelle. Que l'Irak éclate en plusieurs parties, ou parvienne finalement à définir un fédéralisme assez souple et assez équitable pour rétablir dans le pays un semblant d'unité, une présence américaine réduite mais continue sera sans doute nécessaire pour préserver la stabilité de la région.

L'Iran constitue un autre dilemme : frapper ou ne pas frapper ? Là encore, le temps restant à l'Administration Bush étant désormais très mesuré, la décision incombera à ses successeurs. Israël continue de pousser à l'action. Son Premier ministre, M. Ehoud Olmert, a encore déclaré le 4 juin à Washington que « la menace iranienne doit être stoppée par tous les moyens possibles », et que « la communauté internationale a le devoir et la responsabilité de faire comprendre à l'Iran, au travers de mesures drastiques, que les répercussions du développement d'armements nucléaires seront dévastatrices ». Le président Bush lui a fait écho en déclarant de son côté que « l'Iran est une menace existentielle pour la paix ». Dûment prévenu de la façon la plus claire, l'Iran maintient toutefois le cap sans fléchir, et continue de jouer avec le feu. Là encore, aucune option n'est satisfaisante. Permettre à l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire créerait un élément de déstabilisation et de menace permanente probablement intolérable pour la communauté internationale (c'est d'ailleurs clairement le point de vue de la France, tel qu'exprimé par le président Sarkozy). Mais l'hypothèse d'une action militaire préventive de la part des États-Unis, d'Israël, ou des deux, entraînerait une grave déstabilisation de l'ensemble de la région du Golfe et pourrait avoir des conséquences imprévisibles, notamment pour l'économie mondiale si l'acheminement du pétrole par le Golfe devait se trouver compromis. Elle ressouderait en outre certainement le peuple iranien autour des autorités de Téhéran, pourtant aujourd'hui fort contestées. Et il paraît bien difficile pour les États-Unis de se maintenir sur le fil du rasoir en évitant d'avoir à choisir, selon la formule du sénateur McCain, entre « un Iran avec la bombe, ou bombarder l'Iran ».

Enfin, une chose paraît certaine. Le prochain président ne parviendra à redorer le blason de l'Amérique dans le monde arabe que s'il s'attèle résolument à renouer les fils aujourd'hui rompus du processus de paix israélo-palestinien, et à exercer sur Israël les

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Iran, péninsule Arabique,
États-Unis

pressions nécessaires pour que l'État sioniste interrompe la politique de colonisation en Cisjordanie et entreprenne de démanteler un certain nombre de colonies déjà établies, condition indispensable à la création d'un État palestinien viable. C'est la seule voie qui puisse permettre de retrouver le chemin de la négociation et du compromis sur la base des « paramètres de Taba », c'est-à-dire de l'esquisse de solution négociée qui avait été définie à l'issue des négociations menées au crépuscule de l'Administration Clinton.

Ce n'est qu'au prix d'un effort déterminé en ce sens qu'une nouvelle administration américaine serait susceptible de retrouver l'estime et la confiance de la plupart des gouvernements arabes. Condition nécessaire, mais non suffisante : il lui faudra en outre rompre avec les méthodes et le style de l'Administration Bush, démanteler Guantanamo, renoncer à ses efforts pour imposer la démocratie, et rendre sa présence militaire moins lourde et moins visible. Ici encore, l'équation est difficile.

Ceci est d'autant vrai que l'Iran reste très largement maître de la manœuvre. Ce sont en effet les autorités de Téhéran qui décideront de pousser les feux sur leur programme d'équipement nucléaire, ou au contraire de marquer volontairement le pas. Jusqu'où les Iraniens veulent-ils aller ? Souhaitent-ils vraiment disposer des éléments de l'arme nucléaire, ou simplement aller jusqu'au seuil qui leur ouvrirait l'accès rapide aux armes, quitte à s'y arrêter ? Et qui sait comment pourraient réagir les autorités iraniennes à une proposition directe de Washington d'ouvrir, comme l'a suggéré le candidat Barack Obama, un dialogue direct sur la sécurité de l'Iran et celle de la région ?

Cette dernière idée aurait du moins le mérite de ne pas laisser l'initiative de la manœuvre aux seuls Iraniens. Il faudra attendre 2009 pour voir si la partie va continuer de se jouer sur les bases actuelles, ou si les données en seront renouvelées, et les chances de maintenir un équilibre durable renforcées.

■ François Bujon de l'Estang, membre du comité de rédaction de la *Revue des Deux Mondes*, est ambassadeur de France. Il a été notamment conseiller diplomatique du Premier ministre de 1986 à 1988, ambassadeur au Canada de 1989 à 1991 et aux États-Unis de 1995 à 2002. Il est aujourd'hui président d'une grande banque américaine en France.